



## Organisation des Nations Unies

### COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 20 AVRIL 2022

#### MONUSCO

#### REPRESENTANTE SPECIALE

**La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, Bintou Keita, s'est exprimée hier en vidéo conférence devant le Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine, dans le cadre d'une réunion de suivi du Sommet qui s'est tenu le 24 février dernier à Kinshasa – le 10<sup>ème</sup> Sommet du mécanisme de suivi de l'Accord-cadre d'Addis Abeba.**

Elle a souligné que la persistance de l'insécurité dans certaines parties de l'est de la RDC, y compris la récente résurgence des attaques de l'ex-M23, nous rappelle la nécessité de renforcer davantage la coopération régionale afin de s'attaquer de manière durable aux facteurs de conflit sous-jacents et à leurs dimensions régionales.

La Mission a travaillé à différents niveaux avec ses partenaires de la RDC pour faire face aux défis sécuritaires dans l'est de la RDC, protéger les communautés à risque et répondre aux besoins humanitaires. Ces travaux comprennent : le renforcement de la coopération militaire et de la coordination des opérations avec les forces armées de la RDC (FARDC), le soutien aux processus de réforme du secteur de la sécurité pour l'armée et la police en facilitant une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité, le soutien aux initiatives et mécanismes locaux de résolution des conflits, et l'opérationnalisation du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS), dont la stratégie nationale a été validée par le président Felix Tshisekedi au début du mois (4 avril). Il est essentiel que ces actions soient appuyées par des efforts et une coopération régionale pour la paix, a-t-elle souligné.

Bintou Keita sera en outre la semaine prochaine à Berlin pour une réunion de haut-niveau à l'invitation du gouvernement allemand sur la stratégie de mise en œuvre de l'initiative « Action pour le maintien de la paix », stratégie connue sous l'acronyme « A4P Plus ». Accompagnée du Commandant de la Force, le Général Marcos Affonso da Costa, elle participera à un ensemble de discussions avec les dirigeants du maintien de la paix dans le monde sur l'engagement politique pour la résolution des conflits, les opérations, ainsi que les questions autour de la sécurité des casques bleus. La réunion va aussi aborder les nouvelles menaces comme les engins explosifs improvisés.

#### NORD-KIVU

**Au cours de la semaine écoulée, plusieurs sections substantives de la MONUSCO composées de l'Appui à la Justice, le Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Police des Nations Unies ont effectué des missions conjointes pour vérifier les centres de détention de la PNC à Goma.**

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

Sur la base des conclusions de ces missions, 13 personnes ont été libérées (dont un mineur et cinq femme) et 30 autres ont été transférées dans différents parquets dont deux mineurs au Tribunal des Enfants.

**La Division de la Communication stratégique et de l'Information publique organise depuis ce mardi 19 avril 2022 à Goma un atelier d'échanges de trois jours sur le thème comprendre et combattre la désinformation sur les médias sociaux.** L'atelier réunira des représentants des différents secteurs de l'information publique, des affaires politiques, des affaires civiles, des droits de l'homme et de la section Genre. Ces échanges visent à mieux cerner les modalités des campagnes de désinformation en ligne, et également à identifier les meilleures pistes de réponse face à ces discours hostiles.

**Le 14 avril, la section des Affaires civiles de la MONUSCO a rencontré le chef de la chefferie de Bwisha et quatre représentantes, dont une femme, de la plateforme locale des femmes, l'UPEDECO (Union pour la Paix et la Promotion des Droits de l'Enfant au Congo) et le CREDHO (Centre des Recherches sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits Humains) pour discuter des moyens de promouvoir la cohésion entre les personnes déplacées et les communautés locales.** L'équipe travaille actuellement sur la cartographie des personnes déplacées dans les différents quartiers de Rutshuru.

**Du 18 au 23 avril, la section des Affaires civiles en collaboration avec l'Université Libre des Pays de Grands Lacs (ULPGL) organise des séances de discussions à Rutshuru** pour recueillir les perceptions et points de vue des populations locales sur la contribution de la MONUSCO aux processus de sécurité, de consolidation de la paix et de stabilisation au Nord-Kivu.

Les thématiques spécifiques à aborder sont la sécurité, la justice, la paix et la cohésion sociale et les programmes de démobilisation et réintégration. Les résultats et les recommandations de ces groupes de discussion seront intégrés dans l'étude monographique concernant la perception locale de la MONUSCO dans le cadre du processus de transition de la mission.

**A partir du 21 avril, la section des Affaires civiles conjointement avec UNPOL, Droits de l'homme et l'unité d'Appui à la justice organiseront une session de travail** avec des représentants des jeunes de 18 quartiers de Goma sur les mécanismes d'alerte précoce pour éviter les nuisances à Goma.

### POLICE DES NATIONS UNIES

**Le Chef de la Composante Police de la MONUSCO, le Général de Brigade Mody Berethe, a été reçu en audience le jeudi 14 avril 2022 par le Vice-Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, Jean-Claude Mandongo Moliye, pour évoquer les questions liées à la sécurité, aux élections prochaines et à la réforme de la Police nationale congolaise.** Le même jour, il a pris part à la cérémonie de clôture d'un atelier de formation sur l'informatique et le management organisé par l'Inspection Générale de la Police Nationale Congolaise (IGPN) en collaboration avec l'ONG JCONSULTMY au profit de 50 cadres de cette institution.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

**Toujours dans le domaine de la formation, la Police des Nations Unies du secteur de Kalemie organise, du 12 au 22 avril 2022, une session de formation sur les enquêtes en matière de trafic illicite des armes à feu, la violence sexuelle et sexiste et l'exploitation des enfants** au profit de 30 officiers de la police des frontières. Enfin, la cellule de formation et la section Genre du secteur de Goma ont clôturé une formation sur les violences sexuelles basées sur le Genre, au profit de vingt agents de la PNC à l'école de police de Mugunga.

### PROTECTION DE L'ENFANT

**Au cours du mois de mars 2022, la Section de la Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté et vérifié 157 violations graves des droits de l'enfant dans le cadre des conflits armés en RDC, ce qui représente une augmentation du 39 % par rapport au mois de janvier (113).**

Le recrutement et utilisation est devenu la violation la plus fréquente (61), suivi par les enlèvements (50), les meurtres et mutilations (32), les violences sexuelles (10) et les attaques contre les écoles et les hôpitaux (4). Les violations vérifiées ont été attribuées aux Apatz (30), ADF (26), FDLR FOCA (22), Nyatura (21), CODECO (19), Mai-Mai Mazembe (18), Mai Mai Malaika (4), AFRC (3), FPIC (2), APCLS (1), FRPI (1), Mai-Mai Biloze (1), Twigwaneho (1) et éléments armés non-identifiés (4). Les FARDC sont responsables de 3 violations et la PNC d'une violation. Globalement, 71 violations ont été vérifiées au Nord-Kivu, 48 en Ituri, 30 au Tanganyika, 6 au Sud Kivu et 2 au Maniema.

En mars 2022, aucun nouveau commandant de groupe armé n'a signé la feuille de route visant à mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants et à prévenir les violences sexuelles à l'égard des enfants. Au total, 2,627 enfants ont été libérés volontairement par des commandants dans le cadre de la mise en œuvre des feuilles de route signées depuis juillet 2018.

### SITUATION MILITAIRE

**(Lu par le Major Abdouli Bariou Alao Salou du bureau d'information publique militaire de la MONUSCO)**

**Au cours des deux dernières semaines, la Force a continué à effectuer des patrouilles de jour comme de nuit, des reconnaissances aériennes et des patrouilles conjointes.** De plus, la Force de la MONUSCO appuie également de manière constante les forces de sécurité de la RDC avec un soutien logistique, des conseils opérationnels, du soutien médical, du partage d'informations, l'évacuation des blessés et surtout la formation dans le but de renforcer la relation avec les FARDC dans la fourniture de la protection des civils.

Suite à l'opération de bouclage de Bali, Ituri, le 5 avril 22, au cours de laquelle cinq éléments militants de la CODECO ont été neutralisés et neuf autres blessés, et dans laquelle un casque bleu de la MONUSCO a été tué, des casques bleus bangladais, népalais et guatémaltèques ont lancé une opération militaire à grande échelle à Bali. Cette opération a été un succès : des armes légères, des munitions, des talkies-walkies, des motos, entre

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

autres, ont été saisis, et les éléments restants de la CODECO ont fui leur camp. La Force de la MONUSCO poursuivra ses efforts pour protéger le peuple de la RDC conformément à son mandat.

**A Beni**, la sécurité reste préoccupante, mais la Force de la MONUSCO en coordination avec les FARDC entreprennent une action décisive contre les ADF. Le 18 avril 2022, au cours d'activités opérationnelles en cours à Pinzili, les casques bleus malawites et les FARDC ont réussi à appréhender trois éléments présumés des ADF, qui sont entre les mains des FARDC.

**Au Nord-Kivu**, la situation sécuritaire est restée instable au cours de la semaine écoulée. Cependant, on note une légère amélioration en matière de sécurité et des déplacés rentrent chez eux dans les localités de Ivo, Tchengerero, Bunagana et Kabino. La Force de la MONUSCO poursuit ses efforts pour assurer la protection des civils.

L'intensification des patrouilles et l'augmentation du nombre des opérations de la Force ont permis de réduire les attaques des groupes armés contre les personnes déplacées.

### EQUIPE DE PAYS

#### *Déclaration de Bruno Lemarquis, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur humanitaire et Coordonnateur résident des Nations Unies en RDC*

Merci beaucoup Mathias, bonjour à toutes et à tous, et notamment aux auditeurs de Radio Okapi qui nous suivent en direct.

Je suis arrivé en République démocratique du Congo (RDC), il y a un peu plus d'un mois. Je suis donc dans une dynamique d'apprentissage. Le poste que j'occupe, et qui était précédemment occupé par David McLachlan-Karr, combine trois fonctions distinctes mais liées, à savoir Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, et donc adjoint de la Représentante Spéciale au niveau de la MONUSCO, Coordonnateur résident du Système des Nations unies, une fonction en lien avec l'agenda du développement durable, et enfin Coordonnateur humanitaire. Ceci permet donc de soutenir des approches transversales, complémentaires et cohérentes entre l'agenda de développement – l'agenda 2030, l'agenda de consolidation de la paix et de stabilisation, et l'agenda humanitaire. Avant d'arriver en RDC, j'occupais le même poste en Haïti.

Deux semaines après mon arrivée, je suis allé au Nord Kivu, en Ituri et au Tanganyika, où je suis retourné il y a un peu plus d'une semaine. J'ai eu l'opportunité de rencontrer de nombreux partenaires et acteurs locaux, autorités provinciales, autorités administratives et coutumières, groupes de jeunes, de femmes, secteur privé, société civile, ONG nationales et internationales, personnes déplacées et affectées par les violences, etc.

Etant nouveau en RDC, mon premier commentaire est de souligner combien je suis impressionné par toutes les opportunités et l'immense potentiel de ce pays, potentiel humain – à travers sa jeunesse notamment, potentiel économique, potentiel en termes de ressources naturelles et de biodiversité, la liste est longue.

Mais je découvre aussi les nombreux défis auxquels le pays fait face, qui se transcrivent notamment par le manque de corrélation entre le potentiel et les opportunités d'un côté, et les indicateurs de développement de

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

l'autre, la RDC se classant 175-ème sur 189 pays au classement des Nations Unies sur le développement humain. Manque de corrélation également en termes d'efficacité de l'aide. Mais des défis qui se transcrivent également à travers la persistance des besoins humanitaires – à un niveau très élevé, du fait notamment de la situation sécuritaire dans l'Est du pays, ce qui fait de la crise humanitaire en RDC l'un des plus complexes du monde et des plus longues (*protracted*) au monde, depuis des décennies.

Dans l'Est du pays, des civils continuent de payer un très lourd tribut à cause des conflits multiformes qui entraînent des déplacements forcés ainsi que des violations du droit international humanitaire et des droits de l'Homme. Ceci entraîne des conséquences négatives en termes de protection, d'accès aux services, de sécurité alimentaire, de nutrition, d'éducation, etc. La protection des civils, le rétablissement de la sécurité, et la stabilisation sont donc essentiels – et sont en premier ressort la responsabilité de l'Etat. Pour répondre à ces besoins humanitaires et aux besoins des personnes les plus vulnérables, les défis sont nombreux, notamment en termes d'espace humanitaire, d'accès humanitaire, et de financement. Les acteurs humanitaires, qui sont là pour atténuer les souffrances des personnes les plus dans le besoin, doivent également pouvoir faire leur travail, ils ne doivent pas être des cibles – et vous savez qu'il y a eu trop d'incidents visant des travailleurs humanitaires, y compris récemment.

Par apport aux besoins et aux besoins de financement, et pour mémoire, le plan de réponse humanitaire pour 2022 vise à apporter une assistance à 8,8 millions de personnes parmi les plus vulnérables, pour un montant total de 1,88 milliards de dollars, dans un contexte international marqué par des crises, et des crises humanitaires, majeures. Il est donc essentiel de poursuivre les actions de plaidoyer par rapport à ces différents défis, et les médias ont un rôle à jouer par rapport à cela.

Mais la situation humanitaire n'est qu'une indication de la température sur le thermomètre. L'aide humanitaire n'est pas la solution. Et il est donc essentiel de travailler, collectivement, sur les causes profondes, structurelles, que j'appelle les nœuds gordiens, qui sont à la source de l'instabilité, de l'insécurité, et des déficits de développement. Il est nécessaire de trouver un équilibre entre la réponse aux symptômes, et le travail sur les causes structurelles.

Il est également important d'appuyer de manière systématique l'opérationnalisation et le financement de politiques publiques pouvant avoir un impact majeur sur le développement du pays, en renforçant les systèmes nationaux et les capacités nationales – en matière de santé, d'éducation, de développement économique, de bonne gouvernance, de réintégration communautaire, le développement étant clé pour la consolidation de la paix. Pour ce qui est des Nations Unies, ces actions s'inscrivent dans notre Plan-cadre de coopération entre Nations Unies et la République Démocratique du Congo pour le développement durable 2020 – 2024.

Ce sont ces progrès au niveau de la consolidation de la paix qui permettent notamment la transition graduelle et responsable de la MONUSCO, avec comme prochaine étape le retrait de la MONUSCO fin juin de la province du Tanganyika, et où les autorités et partenaires provinciaux ainsi que les agences, fonds et programmes ont identifié des priorités programmatiques pour soutenir la continuation des efforts de développement local et de consolidation de la paix après le départ de la mission.

Merci de votre attention.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

### EBOLA

**Le lancement officiel du projet de Renforcement du système de santé en post Ebola (REDISSE IV) samedi par le Dr Jean-Jacques Mbungani, Ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, “marque une étape majeure dans la détection précoce des épidémies, au renforcement de la prévention et contrôle des infections (PCI), ainsi qu’à l’accessibilité à l’eau, l’hygiène et l’assainissement dans les structures de santé de la province de l’Equateur”.**

Financé par la Banque mondiale à hauteur de 10 millions de dollars américains au total, REDISSE IV post Ebola, issu de deux protocoles d’accord signés entre l’Unité de gestion du Programme de développement du système de santé (UG-PDSS) et l’OMS (4 millions de dollars américains) ainsi que l’UNICEF (6 millions de dollars américains), “renforcera la résilience de notre système de santé après la survenue des épidémies de la maladie à virus Ebola en mai 2018 (9<sup>ème</sup> épidémie) et en juin 2020 (11<sup>ème</sup> épidémie) – dans cette province qui en subit encore le choc jusqu’à ce jour,” a souligné le Dr Mbungani.

Les autres zones de santé des provinces voisines de l’Equateur, à savoir Maï-Ndombe, Mongala, Sud-Ubangi et Tshuapa, qui vont bénéficier des activités de préparation aux épidémies, sont également concernées par ledit projet, en raison de leur proximité avec l’Equateur. "REDISSE IV post-Ebola apporte un nouveau souffle dans la lutte contre les maladies et va aussi améliorer les indicateurs sanitaires de notre province", a précisé pour sa part le gouverneur de l’Equateur, M. Boloko Bolumbu.

Au milieu de la menace continue de la résurgence des épidémies potentiellement meurtrières de la maladie à virus Ebola, la Banque mondiale a investi ces sommes colossales à travers l’OMS et l’UNICEF, dans l’espoir de détecter très rapidement leur survenue et apporter une réponse prompte et efficace, tout en maintenant une surveillance accrue. “Nous sommes reconnaissant au gouvernement de la RDC et à la Banque mondiale d’avoir fait confiance à l’OMS en lui confiant l’exécution d’un volet important de ce projet. Nous sommes également convaincus que la lutte contre les urgences de santé publique passe inéluctablement par le renforcement du système de santé. Une collaboration continue de toutes les parties-prenantes est nécessaire afin de mener à bien toutes les activités du projet”, a déclaré le Dr Gervais Folefack, point focal du programme de la préparation et réponse aux urgences de l’OMS en RDC.

Depuis 1976, la République démocratique du Congo (RDC) a connu 13 épidémies de la maladie à virus Ebola, dont la plus meurtrière et la plus longue a été la 10<sup>ème</sup> au Nord-Kivu, allant d’août 2018 à juin 2020, dans l’Est du pays. En 22 mois, on avait dénombré 3 470 cas, 2 287 décès et 1 171 survivants. “La récurrence de ces épidémies à intervalles rapprochés, dont pour la plupart détectées souvent en retard, a eu un impact négatif sur la résilience du système de santé de la RDC”, a ajouté le Dr Folefack. Dans la province de l’Equateur, la 11<sup>ème</sup> épidémie de maladie à virus Ebola, qui a eu cours depuis le 1<sup>er</sup> juin 2020, avait duré, au total 170 jours, faisant un cumul de 130 cas (119 confirmés et 11 probables), incluant 55 décès (létalité de 42,3%) ainsi que 75 guéris (taux de guérison de 57,7%).

Avec le lancement de REDISSE IV Post Ebola, l’OMS va soutenir le renforcement des capacités de 25 cadres des divisions provinciales de la santé (DPS), 126 cadres des zones de santé, 852 prestataires dans la surveillance intégrée des maladies et riposte, 6 000 relais communautaires dans la surveillance à base communautaire, 90 membres des équipes d’intervention rapide dans la gestion des urgences sanitaires. Le projet va également contribuer à l’amélioration du transport sécurisé des malades par la dotation de 10 ambulances. La mobilité des

#### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

équipes de terrain sera renforcée par la dotation des 68 motos DT 125 à raison de 2 motos par zone de santé, pour mieux couvrir les communautés affectées ou à risque.

L'une des étapes importantes de cette cérémonie était la remise des motos DT 125 neuves au ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention par l'OMS sur l'esplanade du gouvernorat de l'Equateur, qui a son tour les a remises aux autorités de la province de l'Equateur. Dans la foulée, le Dr Joel Efoloko Bowola, médecin chef de la zone de santé de Mbandaka a déclaré : "c'est une grande joie pour nous, et c'est très encourageant. On avait d'énormes difficultés de mobilité sur le terrain pour faire nos supervisions. Avec la réception de ces motos, il y a de l'espoir, nous allons améliorer la performance des indicateurs tout en renforçant la surveillance épidémiologique de l'ensemble de nos aires de santé avec efficacité".

En plus d'être un projet de résilience communautaire et sanitaire, REDISSE IV Post Ebola offre les possibilités d'améliorer davantage les capacités dans la détection plus rapide des maladies à potentiel épidémique en milieux hospitaliers, où 16 unités de triage vont également être mises en place dans les hôpitaux généraux de référence.

Sur le plan de l'eau, hygiène et assainissement, le projet touchera près d'un million de personnes, à travers la réalisation de 25 forages équipés dans 11 hôpitaux généraux de référence, 8 centres de santé de référence et leurs communautés avoisinantes ainsi que 6 autres communautés (pour les réseaux d'eau gravitaire), permettant leur accès durable à une eau de qualité et en quantité suffisante. A cet effet, l'OMS collaborera avec ses partenaires dans ce domaine et les autres services de santé pour plus de complémentarité et d'efficacité afin d'atteindre des résultats globaux de ce projet post Ebola.

Selon l'UG-PDSS, la mise en œuvre de ce projet verra la province de l'Equateur bénéficier d'un laboratoire provincial de santé publique de type P2. Ce dernier sera mis en réseau avec les autres laboratoires provinciaux et relié directement à l'Institut national de recherche biomédicale (INRB), le laboratoire national de référence. "Cette infrastructure, équipée et moderne, aidera la province de l'Equateur et les autres provinces voisines à détecter précocement les épidémies, ce qui contribuera certainement à une riposte efficace et coordonnée, à travers les équipes d'intervention rapide", a indiqué le Dr Baudoin Makuma Booto, gestionnaire des projets à l'UG-PDSS.

### KASAI

#### **La cérémonie de clôture de la formation de base de 200 agents police s'est tenue le mardi 12 avril 2022 à Tshikapa en présence des autorités provinciales et celles de la Police Nationale Congolaise.**

Cette formation de base sur la police de proximité s'inscrit dans le cadre du projet « *Renforcer la cohésion sociale et la confiance entre la population et les autorités à travers la police de proximité, le dialogue et la revitalisation socio-économique* », financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF) et mis en œuvre par l'OIM, le PNUD et l'ONU Femmes.

Cette formation marque une étape importante pour restaurer la confiance entre la population et les autorités à travers une gouvernance sécuritaire inclusive tout en favorisant la réintégration socioéconomique des jeunes filles et garçons.

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



## Organisation des Nations Unies

La formation qui a duré six mois dont cinq mois d'internat et un mois consacré au stage pratique, a porté sur des thématiques pertinentes relatives à la mission régaliennne de la PNC y compris sur les droits de l'homme, la redevabilité, le partenariat, la prévention et la résolution des problèmes sécuritaires avec un accent particulier sur les violences basées sur le genre. Des matières techniques sur la police de proximité, ont été dispensées afin de permettre à la police de disposer de connaissances nécessaires pour sécuriser les populations de façon professionnelle, participative et dans le respect des droits fondamentaux.

Les 200 policiers formés, parmi lesquels figurent six femmes seront déployés à Kanzala, la commune pilote ciblée par le projet à Tshikapa. De plus, un commissariat de référence et quatre sous-commissariats sont en construction dans la même commune. Ces bâtiments seront entièrement équipés afin de permettre aux policiers de travailler dans des meilleures conditions, et améliorer significativement l'accessibilité des services de police et l'accueil du public.

Lors de la cérémonie de clôture de cette formation, le Gouverneur du Kasai a déclaré que « la clôture de cette formation de base de 200 policiers constitue l'accomplissement du partenariat privilégié qui lie la RDC au Fonds PBF, appelant les policiers formés au sens élevé du patriotisme afin d'être toujours au service de la population du Kasai ».

Mis à part la formation et les constructions de commissariat et sous-commissariats, un Conseil Local pour la Sécurité de Proximité (CLSP) est mis en place afin de renforcer le dialogue et la cohésion sociale entre la population et les policiers formés. Une série d'activités de sensibilisation sera également organisée par le d'une part pour informer la population sur la nouvelle approche de « Police de proximité.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Mathias Gillmann, Porte-parole, [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org), portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Lieutenant-Colonel Andrew Silvano Mtali, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06